



HAL
open science

L'impact à court terme de la crise Covid19 sur l'industrie manufacturière en Afrique : évaluations d'experts africains

Michaël Goujon, Edouard Mien

► To cite this version:

Michaël Goujon, Edouard Mien. L'impact à court terme de la crise Covid19 sur l'industrie manufacturière en Afrique : évaluations d'experts africains. 2020. hal-02954904

HAL Id: hal-02954904

<https://uca.hal.science/hal-02954904v1>

Preprint submitted on 12 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES
SUR LE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

SÉRIE ÉTUDES ET DOCUMENTS

L'impact à court terme de la crise Covid19 sur l'industrie manufacturière en Afrique: évaluations d'experts africains

Michaël Goujon
Edouard Mien

Études et Documents n° 7
September 2020

To cite this document:

Goujon M., Mien E. (20) " L'impact à court terme de la crise Covid19 sur l'industrie manufacturière en Afrique: évaluations d'experts africains ", *Études et Documents*, n°7, CERDI.

CERDI
POLE TERTIAIRE
26 AVENUE LÉON BLUM
F- 63000 CLERMONT FERRAND
TEL. + 33 4 73 17 74 00
FAX + 33 4 73 17 74 28
<http://cerdi.uca.fr/>

The authors

Michaël Goujon

Associate Professor, School of Economics, University of Clermont Auvergne, CNRS, CERDI, F-63000 Clermont-Ferrand, France.

Email address: michael.goujon@uca.fr

Edouard Mien

PhD Student, School of Economics, University of Clermont Auvergne, CNRS, CERDI, F-63000 Clermont-Ferrand, France.

Email address: edouard.mien@uca.fr

Corresponding author: Michaël Goujon



This work was supported by the LABEX IDGM+ (ANR-10-LABX-14-01) within the program “Investissements d’Avenir” operated by the French National Research Agency (ANR).

Études et Documents are available online at: <https://cerdi.uca.fr/etudes-et-documents/>

Director of Publication: Grégoire Rota-Graziosi

Editor: Catherine Araujo-Bonjean

Publisher: Aurélie Goumy

ISSN: 2114 - 7957

Disclaimer:

Études et Documents is a working papers series. Working Papers are not refereed, they constitute research in progress. Responsibility for the contents and opinions expressed in the working papers rests solely with the authors. Comments and suggestions are welcome and should be addressed to the authors.

Résumé

Le présent document a pour but de fournir plus de détails sur une enquête menée auprès d'experts africains dans le courant des mois d'Avril et Mai et dont les principaux résultats sont publiés en septembre dans un article de la revue *Secteur Privé et Développement* (Goujon et Mien, 2020) relayé par *Jeune Afrique*. Cette enquête porte sur l'impact à court-terme de la crise sanitaire sur le secteur manufacturier et avait pour but de compléter des informations qui restaient partielles sur la situation immédiate de pays peu couverts par les rapports internationaux et études et enquêtes nationales. Ces experts africains, pour la plupart économistes, universitaires ou cadres supérieurs dans les administrations, ont été contactés en utilisant une partie du réseau des anciens étudiants du CERDI, issus de formation continue et de doctorat. Nous avons eu le retour de 88 répondants. S'agissant des résultats, de manière générale, ces experts considèrent que l'impact sur l'industrie manufacturière est négatif, et que la production pour l'exportation est plus nettement impactée que celle à destination du marché local. La production est plus affectée négativement (mais avec moins de netteté) en milieu urbain (vs rural), dans le secteur formel (vs informel) et pour les grandes entreprises (vs petites). S'agissant des sous-secteurs produits, sans surprise, seule la production pharmaceutique semble pouvoir bénéficier de la crise, alors que les sous-secteurs « alimentation, boissons » et « machines, équipement, matériel de transport », suivis de « matériaux de construction, ciment » et « textile, habillement, cuir » souffrent le plus à court-terme.

Mots clés

Secteur manufacturier, Covid, Afrique, Enquête

Codes JEL

L6, O14

Remerciements

Nous remercions les experts, anciens et amis du CERDI, qui ont montré tant d'enthousiasme à participer à notre enquête. Nous remercions également Amélie Pierre Milon de la Proparco pour les échanges fructueux sur le sujet.

*

**

Abstract

The purpose of this document is to provide more details on a survey conducted among African experts during April and May, the main results of which being published in September in a paper in the journal *Secteur Privé et Développement* (Goujon et Mien, 2020) and relayed by *Jeune Afrique*. This survey focuses on the short-term impact of the health crisis on the

manufacturing sector and was intended to supplement information that remained partial on the immediate situation of countries that are poorly covered by international reports and national studies and surveys. These African experts, most of whom are economists, academics, or senior government officials, were contacted using part of CERDI's network of alumni from continuing education and doctoral programs. We received feedback from 88 respondents. In terms of results, in general, these experts consider that the impact on manufacturing industry is negative, and that production for export is more significantly impacted than production for the local market. Production is more negatively (but less significantly) affected in urban (vs. rural) areas, in the formal (vs. informal) sector, and for large (vs. small) firms. With regard to product sub-sectors, not surprisingly, only pharmaceutical production seems to be able to benefit from the crisis, while the sub-sectors "food, beverages" and "machinery, equipment, transport equipment", followed by "building materials, cement" and "textiles, clothing, leather" suffer most in the short term.

Keywords

Manufacturing sector, Covid, Africa, Survey

JEL Codes

L6, O14

Acknowledgments

We would like to thank the experts, alumni and friends of CERDI, who showed such enthusiasm in participating in our survey. We also thank Amélie Pierre Milon from Proparco for the fruitful discussions on the subject.

1. Introduction

Au printemps 2020, les pays africains semblaient pour la plupart relativement épargnés par les impacts sanitaires de la crise comparés aux autres continents, du fait de leur moindre intégration dans l'économie mondialisée et des mesures de prévention prises rapidement (FMI, avril 2020, Banque Mondiale, avril 2020, UNECA, mai 2020)¹. A court terme, le choc est donc plus économique que sanitaire. La crise économique internationale diminue la demande de matières premières exportées par l'Afrique. Les productions nationales qui nécessitent des intrants importés peuvent souffrir de la rupture des chaînes de production et d'approvisionnement, internationales mais aussi nationales. Les revenus issus de l'étranger (investissements, aide internationale, revenus des migrants) s'affaiblissent. Enfin, les Etats disposent souvent de moins de moyens financiers internes pour faire face aux conséquences socio-économiques de la crise et soutenir les entreprises alors que celles-ci souffrent des mesures sanitaires.

Il n'est pas évident de savoir si en Afrique le secteur manufacturier fait partie des secteurs les plus exposés, vulnérables ou résilients à cette crise, directement et à court-terme, et l'on ne peut qu'utiliser difficilement l'expérience des autres continents pour le comprendre. En effet, le secteur manufacturier a une place réduite dans l'activité économique en Afrique et est sans doute moins exportateur (notamment vers les marchés chinois et européens), moins intégré aux chaînes de valeur et plus informel qu'ailleurs, même si une grande diversité caractérise le continent (Afrique Contemporaine, 2018). La capacité des entreprises à s'adapter en réorientant leur production pour satisfaire de nouvelles demandes ou en remplacement des importations par exemple est également peu connue. Les informations restent partielles sur ces points car les pays africains sont touchés plus tardivement par la crise, et sont moins bien couverts ou plus tardivement par les rapports internationaux et études et enquêtes nationales. Les indices de production manufacturière sont généralement produits avec a minima un semestre de décalage. L'indice des directeurs d'achat (« Purchasing Managers Index ») pour l'activité manufacturière, qui est un indicateur composite avancé de l'activité, ne couvre que 4 grandes économies africaines (Egypte, Kenya, Nigéria et Afrique du Sud) (Goujon et Mien, 2020).

Les premiers rapports de l'UNECA et de l'UNIDO montrent que ce seraient plutôt les grandes entreprises les plus touchées, dont la production est plus dédiée à l'exportation. Des enquêtes auprès des entreprises, des rapports et études nationales livrent de premiers résultats en avril et mai². Elles montrent les nombreuses difficultés auxquelles sont confrontées les grandes entreprises des secteurs manufacturiers exportateurs ou dont la production est destinée au marché national (comme le textile, l'agro-alimentaire, la construction), mais également l'artisanat ou le secteur informel. Ces études livrent cependant des résultats qui sont difficilement comparables. Leurs méthodologies sont spécifiques, elles sont menées à différents moments, et couvrent différemment les secteurs manufacturiers (et ses sous-secteurs). Elles couvrent notamment avec difficulté le secteur

¹ Si l'on se base, avec précaution, sur des données publiées du nombre de cas reportés, notamment ceux de la John Hopkins University (https://github.com/CSSEGISandData/COVID-19/tree/master/csse_covid_19_data/csse_covid_19_time_series), les pays africains sont très diversement touchés par l'épidémie, l'Afrique du Sud étant certainement le pays où l'épidémie semble être la moins bien maîtrisée.

² Par exemple les enquêtes de la Confédération Générale des Entreprises et du Haut-Commissariat au Plan au Maroc, du Groupement Inter-patronal du Cameroun, de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo, de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso, des études du Ministère du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire sur les secteurs formels et informels ou les modèles de simulation du PNUD-Tunisie et du centre de recherche Forge Afrique sur le Burkina Faso (voir Goujon et Mien, 2020).

manufacturier informel ou ne le couvrent pas, alors que ce sous-secteur a une place prépondérante dans nombre de pays africains.

Afin de compléter ces résultats, nous avons entrepris une enquête auprès d'experts africains, économistes, universitaires ou cadres supérieurs dans les administrations, en utilisant le réseau des anciens étudiants du CERDI. Le questionnaire a pour but d'obtenir rapidement leur jugement sur l'impact de court terme sur l'industrie manufacturière de leur pays et ses sous-secteurs. Ils sont également questionnés sur les principales causes de l'impact. Un aperçu des résultats est publié dans l'article Proparco Secteur privé et Développement (Goujon et Mien, 2020) et le présent document fournit plus de détails sur la méthode et les résultats de cette enquête.

2. Quelques éléments analytiques préparatoires

Les études et rapports internationaux, régionaux et nationaux permettent d'élaborer quelques hypothèses sur les processus en cours, sinon d'évaluer précisément leur contribution, et d'élaborer le questionnaire.

Sur le plan sanitaire, l'Afrique a été en moyenne moins affectée que les autres régions du monde (avec évidemment certaines exceptions telles que l'Afrique du Sud) et beaucoup de pays africains ont mis en place très tôt des politiques de confinement ou de lutte contre la propagation du virus. Toutefois, sur le plan économique, le choc a été rude pour beaucoup de pays de la région. Il s'agit donc d'un choc extérieur sanitaire et économique-financier de demande et de production étrangères (1^{ère} vague chinoise ; 2^{nde} vague européenne et américaine), face auquel les pays, et leurs secteurs manufacturiers, montrent un niveau certain d'exposition, de vulnérabilité et de résilience.

Au point de vue économique et commercial :

- En premier lieu, les pays africains font face à une baisse de la demande étrangère sur les biens manufacturés qu'ils exportent (mais l'impact peut être plus important notamment sur les exportations agricoles et de matières premières et les activités dépendantes des transports internationaux, comme le tourisme) ; le choc est donc exogène dont l'effet peut être potentiellement très fort même si le pays est épargné par l'épidémie.
- la perte d'activité sur l'ensemble des biens et services, et donc de revenus, entraîne une baisse de la demande intérieure pour les biens manufacturés non exportés, consommés localement, la demande nationale pouvant également être affectée par les aspects sanitaires internes donc spécifiques aux pays.
- La baisse de la production mondiale entraîne une rupture des chaînes d'approvisionnement en biens intermédiaires et de matériel de production importés. L'impact dépend de l'intégration commerciale du pays et de l'importance des importations ainsi que de son intégration dans les chaînes de valeur. Comme précédemment, il dépend des aspects sanitaires dans le pays si la production utilise surtout des intrants produits localement et du choc sanitaire international si les intrants sont importés. La position géographique du pays peut également fortement affecter à la fois l'économie et les réactions sanitaires du pays, notamment lorsqu'il est enclavé et/ou voisin d'un ou de plusieurs pays fortement touchés (comme par exemple le Lesotho avec l'Afrique du Sud).
- La baisse des capacités de production due aux mesures de confinement, contaminations, contraintes sanitaires nouvelles, entraîne une baisse de l'offre de travail (nombre de

travailleurs et productivité). Contrairement aux deux éléments précédents (baisse de la demande totale et difficulté d'approvisionnement), cet effet dépend pour un pays donné moins du choc « absolu » que « relatif ». Si le pays est touché par le virus mais relativement moins que d'autres, ses exportations manufacturières peuvent partiellement bénéficier d'un affaiblissement de la concurrence internationale.

Au point de vue financier :

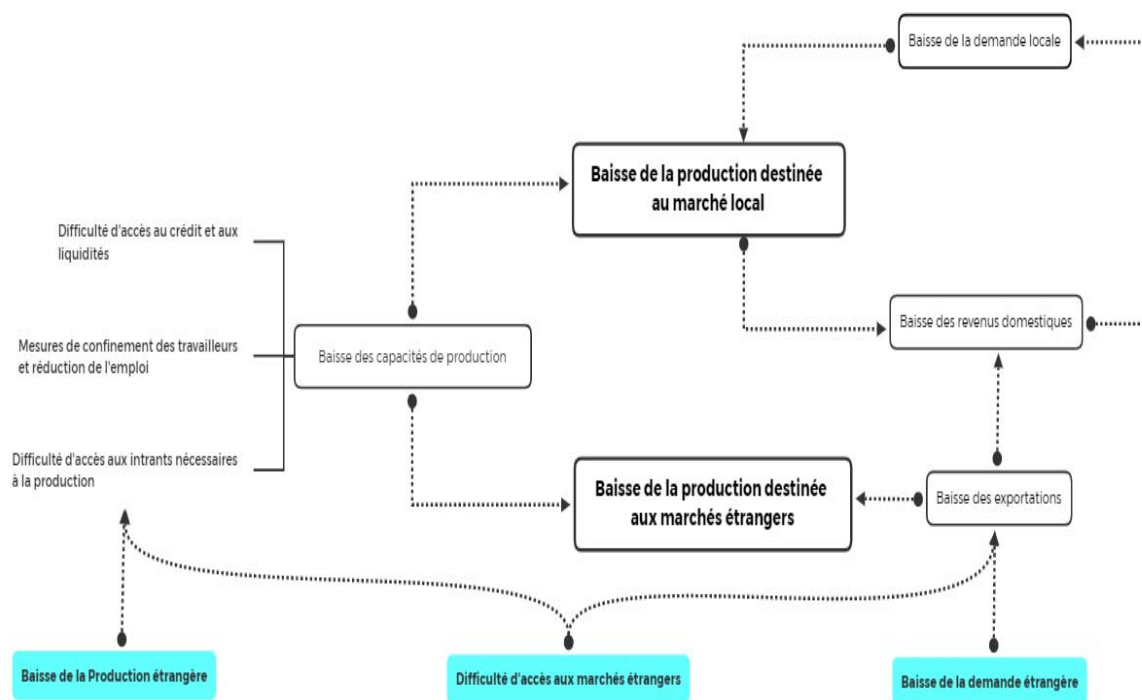
- Une baisse des sources de financement extérieures : transferts des migrants, instabilité des marchés financier, baisse de l'investissement direct étranger voire de l'aide étrangère
- Un affaiblissement des sources de financement internes possible si les banques ou les organisations de microfinance renforcent les contraintes d'accès au crédit

Les mesures sanitaires internes, confinement et distanciation, arrêt des activités, diffèrent entre pays ; elles ne sont pas fonction uniquement du niveau du choc sanitaire et dépendent du degré de réaction des autorités et de leur capacité à les faire respecter ; qui est certainement moins grande pour les activités informelles. Elles touchent aussi directement les capacités productives des activités intensives en travail. Elles ont un effet sur la demande interne en modifiant les comportements de consommation (aspects psychologiques et informationnels, niveau de confiance) ; et en influençant le financement des activités. Des mesures de confinement immédiates conduisent à un choc plus précoce sur les entreprises mais peut s'avérer bénéfique à moyen terme.

Si l'arrêt ou le ralentissement des activités impactées directement se situe plus en amont qu'en aval de la chaîne de production locale, il existe plus d'effets d'entraînement pour les autres activités.

Les grandes entreprises, installées dans le secteur formel, exportatrices, dépendantes des intrants importés ou insérées dans les chaînes de production internationale, semblent être plus exposées au choc externe et aux mesures sanitaires. Cependant les plus petites entreprises, évoluant dans le secteur informel, montrent également une certaine vulnérabilité car elles peuvent être plus intensives en travail et plus fragiles financièrement.

Schéma analytique



3. L'enquête : principes et outils

Afin de palier la faible disponibilité des données, nous avons mis au point un questionnaire destiné à recueillir le jugement d'experts africains (principalement basés en Afrique francophone) sur l'impact du choc économique sur le secteur manufacturier et ses sous-secteurs de leur pays (des questionnaires ont également été envoyés à des contacts en Haïti). L'intérêt d'une telle enquête est qu'elle peut permettre d'avoir une vision d'ensemble basée sur des réponses d'experts et comparables d'un pays à l'autre.

Afin d'obtenir des réponses rapidement et en nombre suffisant, le questionnaire est court et se limite à demander le jugement des experts sur l'impact (« positif », « nul », « faiblement négatif », « négatif », « fortement négatif », « ne sait pas »³) sur l'industrie manufacturière de leur pays, sur 10 sous-secteurs produits⁴ et sous-secteurs analytiques (milieu urbain / milieu rural, secteur formel / secteur informel, pour le marché local / pour l'exportation, grandes entreprises / petites entreprises). Les experts ont également été questionnés sur les principales causes de l'impact parmi 6 choix : causes sanitaires, restrictions administratives, ruptures des chaînes de production, demande locale, demande

3 Une pré-version du questionnaire contenant la précision chiffrée indicative du type faiblement négatif -5%, négatif -10% et fortement négatif -20% a été testée avant le lancement de l'enquête mais ce test a montré que cela devenait trop exigeant pour le répondant et aurait réfréné nombre de réponses et entraîné un nombre trop important de réponses « ne sait pas ». Il est à préciser qu'aucun répondant n'a déclaré de gêne dans l'interprétation du « faiblement » et « fortement ».

4 « Alimentation, boissons » ; « Textile, habillement, cuir » ; « Bois, meubles, vannerie, carton, papier » ; « Cokéfaction, raffinage, chimie » ; « Matériaux de construction, ciment » ; « Produits pharmaceutiques » ; « Caoutchouc et plastique » ; « Produits métalliques, métallurgie » ; « Informatique, électrique, électronique » ; « Machines, équipement, matériel transports »

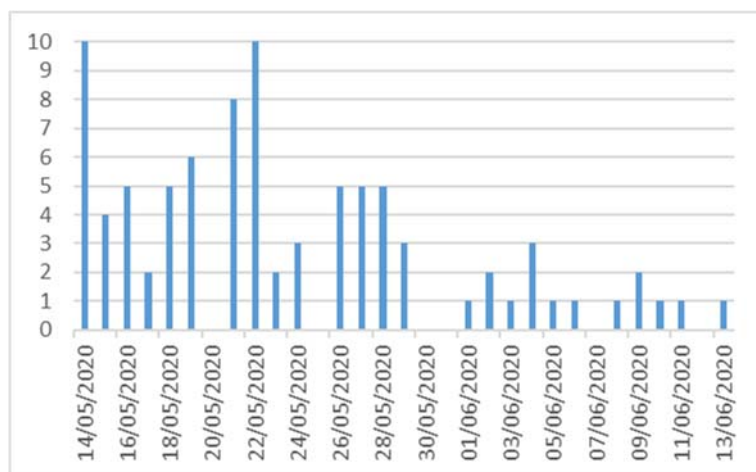
étrangère, financement de la production. Le questionnaire tient sur une simple feuille excel (Annexe); et a été envoyé par mail permettant un échange personnel avec chaque contact et répondant. La simplicité du questionnaire ne permet d'obtenir que des estimations qualitatives générales.

Un risque est que l'appréciation de l'impact ne soit pas due à l'observation mais à l'idée que l'on s'en fait (en partie influencée par la formation reçue en économie)⁵. Il est toutefois possible de considérer que ces experts sont à la fois sur le terrain, et bien informés, et font donc plus de place à l'information objective et à l'observation plutôt qu'à d'éventuelles idées préconçues. C'est le cas pour les questions relatives à l'impact sur les sous-secteurs, et également pour celles portant sur les principales causes de l'impact.

Nous avons procédé à un échantillonnage en boule de neige (« snowball sampling ») car nous ne cherchons pas forcément à avoir le plus grand nombre de répondants, mais des répondants que l'on peut qualifier d'experts (formation en économie et étant actuellement « sur le terrain »). Le questionnaire a été envoyé entre le 13 et 21 mai à environ 130 premiers contacts. Les premiers destinataires sont principalement d'anciens étudiants en économie du CERDI (formation continue ou doctorat), qui occupent actuellement des fonctions diverses (cadres supérieurs dans les administrations, Ministères de l'Economie et instituts statistiques, universitaires). Certains ont d'ailleurs été chargés par leur administration ou service de la question Covid. Ces premiers contacts ont pour certains transféré le questionnaire à leur réseau (mais ces seconds contacts sont restés en nombre limité).

Entre les 14 mai et 13 juin, nous avons reçu les réponses de 88 experts (73 questionnaires ont été reçus en l'espace de deux semaines, du 14 mai au 29 mai).

Chronologie des questionnaires reçus

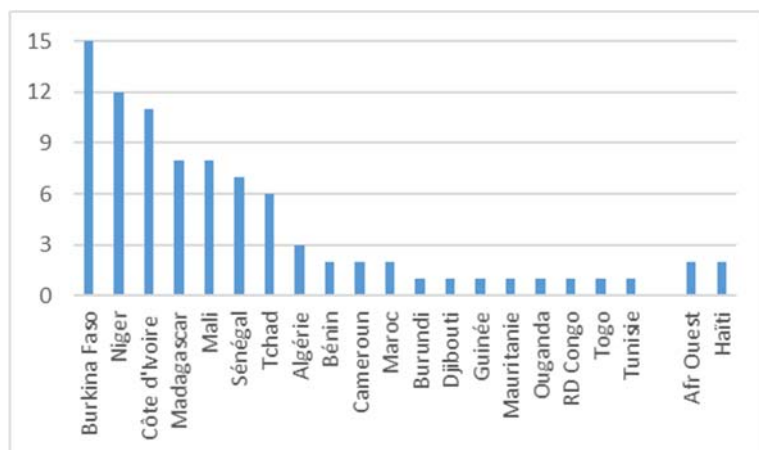


Note : 50 questionnaires reçus au 22 mai ; 73 au 29 mai ; 88 au 13 juin.

Un total de 19 pays africains sont couverts par les réponses (Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, R.D. Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Mali, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Niger, Ouganda, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie), auxquels s'ajoutent deux questionnaires d'Haïti et deux questionnaires d'experts ayant souhaité donner leur avis pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

⁵ Ce problème se poserait toutefois tout autant avec des experts internationaux.

Nombre de répondants par pays

**Liste des experts :**

NB : Ces experts livrent leur avis personnel. Les informations fournies n'engagent pas l'avis des institutions d'appartenance et autorités des pays.

Nibontenin YEO (Côte d'Ivoire) ; Ali Daoud DINI (Djibouti) ; Yaya CISSE (Côte d'Ivoire) ; Baba Ahmed HEDDY (Mauritanie) ; Marcelin Tewinde OUEDRAOGO (Burkina Faso) ; Elhadj Alareny DIALLO (Guinée) ; Yéguénu YARGA (Burkina Faso) ; Oumarou ZOU (Burkina Faso) ; Yacouba OUATTARA (Burkina Faso) ; Fouzi MOURJI (Maroc) ; Boukaré OUEDRAOGO (Burkina Faso) ; Bèbè Bérenger MOMO (Burkina Faso) ; Abdoul Manguide BOENA (Burkina Faso) ; Zoumana DIARRA (Mali) ; Dilanèbiwèdéou ASSIH (Togo) ; Yobgomdé Valentin BOUDA (Burkina Faso) ; Sié Christophe PALENFO (Burkina Faso) ; Wassila ENNOUAR (Algérie) ; Fatma Zohra DAHMANI (Algérie) ; Dramane CHERIF (Côte d'Ivoire) ; Beadmo Edmond DJIMHOSOUMTA (Tchad) ; Kertché AM-SALAMA (Tchad) ; Sylvie Olga OUEDRAOGO/TARNAGDA (Burkina Faso) ; Oumarou MAAZOU (Niger) ; Alio BOUKARI (Niger) ; Mbolatiana RAHARIMANGA (Madagascar) ; Fatima YACOUBA (Niger) ; Boubacar SEYBOU (Niger) ; Dognimè OUATTARA (Côte d'Ivoire) ; Serigne Bassirou LO (Sénégal) ; Malick DIOP (Sénégal) ; Aristide MABALI (Tchad) ; Anta NGOM (Sénégal) ; Kiryamba David SOUBEIGA (Burkina Faso) ; Hamidou BOUREIMA (Niger) ; Tinnon KOROMA (Côte d'Ivoire) ; Ibrahim Hassan DJOGOYE (Tchad) ; Assane BEYE (Sénégal) ; Mamadou COULIBALY (Mali) ; Daniel CHALNE (Haïti) ; Aminata ZOUNGO (Burkina Faso) ; Frédéric LESNE (Madagascar) ; Raïssa KORMODO/ZOUNGRANA (Burkina Faso) ; Henri RAJAONARIVELO (Madagascar) ; Cyrille HOUNSOU (Bénin) ; Samba CISSE (Sénégal) ; José NDIONE (Sénégal) ; Hamidou HAROUNA (Niger) ; Yves A. KOKOU (Bénin) ; Assi OKARA (Côte d'Ivoire) ; Nadji SABOUR (Tchad) ; Zackary SEOGO (Burkina Faso) ; Oumarou MAMANE (Niger) ; Abdoulaye Adamou HASSANE (Niger) ; Guy Samuel NTOH (Cameroun) ; Oumar MALLA (Niger) ; Dodo GOUNO (Niger) ; Nelly RAHARIN'NY SOA (Madagascar) ; Sinaly DOUKOURE (Côte d'Ivoire) ; Guybertho RANDRIANARIVELO (Madagascar) ; Honitiana Nadia RAVOAVAHY (Madagascar) ; Naomie MVUMBI MADIDILA (Rép. Dém. Congo) ; Namalguebzanga Christian KAFANDO (CDEAO) ; Koissi MIDAYE (CDEAO) ; Oumarou COULIBALY (Côte d'Ivoire) ; Sinclair KOFFI (Côte d'Ivoire) ; Hissein ABBO HAROUN (Tchad) ;

Souhaitant rester anonymes : 2 Côte d'Ivoire ; 2 Sénégal ; 6 Mali ; 1 Tunisie ; 1 Burkina Faso ; 1 Algérie ; 1 Niger ; 1 Haïti ; 1 Cameroun ; 1 Burundi ; 1 Maroc ; 2 Madagascar ; 1 Ouganda.

A la réception de chaque questionnaire, nous avons procédé à une vérification de son contenu et parfois sollicité des explications ou détails aux experts concernés. Les experts sont tous identifiés, même si certains ont souhaité rester anonymes pour la publication des résultats (liste en annexe).

Comme ils y étaient invités, les répondants font parfois référence à des sources d'information (accompagnant leur propre observation ou jugement), principalement les médias locaux et des sources administratives internes (ministères, directions, rapports, avis de collaborateurs au sein de l'administration ; certains précisent qu'il s'agit de documentation interne, non publiée), que nous avons pu consulter également pour cette étude. Certains font également état d'informations recueillies auprès d'autres experts. Enfin, plusieurs accompagnent leurs réponses de commentaires sur la situation, voire des rapports qui ont été produits sur cette situation et sur lesquels ils ont appuyé en partie leurs appréciations.

L'agrégation des réponses, alors que certains pays sont plus représentés que d'autres, repose sur la comparabilité de ces réponses mais également sur l'hypothèse d'une certaine similarité des secteurs entre les différents pays (plus précisément, il faut que la variabilité entre les sous-secteurs l'emporte sur la variabilité entre pays). Lors de nos échanges, cette hypothèse n'a pas été rejetée par certains des répondants qui ont une vue et une appréciation régionale.

4. L'enquête : résultats

Les réponses montrent une relative variabilité, du fait de la complexité des situations. La part des réponses « Ne sait pas » dans le total des réponses aux questions sur les impacts sectoriels (sur les 88 questionnaires à 19 questions) est de 10%.

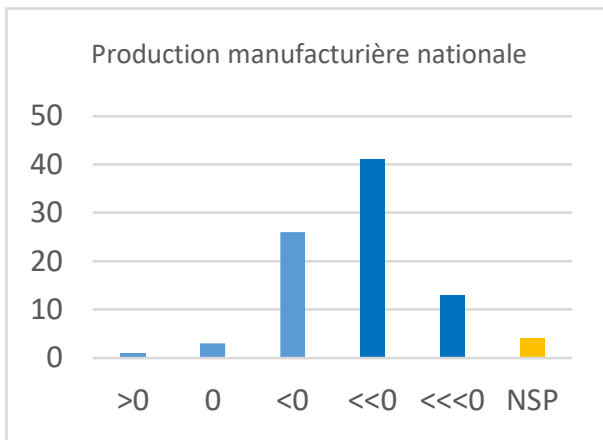
S'agissant de la question de l'impact sur le secteur manufacturier dans son ensemble, sur les 88 répondants, 41 considèrent que l'impact est négatif, 26 faiblement négatif et 13 très négatif.

S'agissant des sous-secteurs produits, sans surprise, seule la production pharmaceutique semble pouvoir bénéficier de la crise (pour la moitié des répondants). Les sous-secteurs considérés comme étant les plus affectés sont « alimentation, boissons » et « machines, équipement, matériel de transport », suivis de « matériaux de construction, ciment » et « textile, habillement, cuir », en accord avec les premières conclusions des enquêtes auprès des entreprises évoquées précédemment. Les réponses « Ne sait pas » sont plus nombreuses pour les sous-secteurs produits « cokéfaction raffinage chimie » et « caoutchouc et plastique », ce qui pourrait s'expliquer par le fait que ces productions sont faibles ou qu'elles portent sur des biens intermédiaires et non finaux.

S'agissant des secteurs analytiques, l'impact est globalement négatif mais il est nettement plus important pour la production destinée à l'exportation (vs celle pour le marché local). La production est aussi, mais avec moins de netteté, plus affectée négativement en milieu urbain (vs rural), dans le secteur formel (vs informel) et pour les grandes entreprises (vs petites).

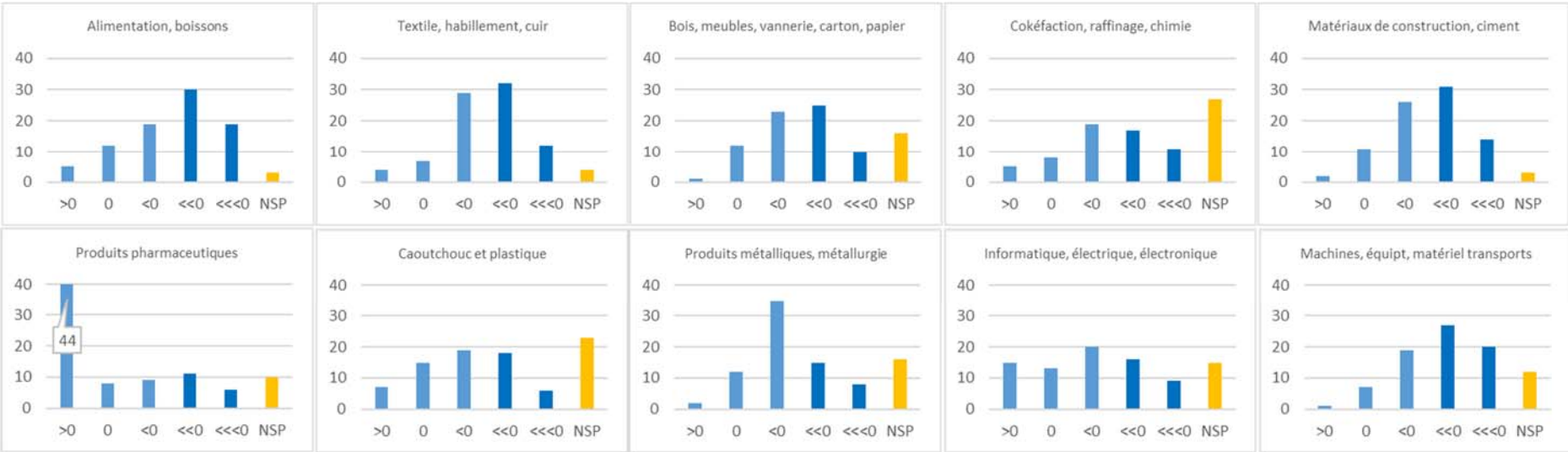
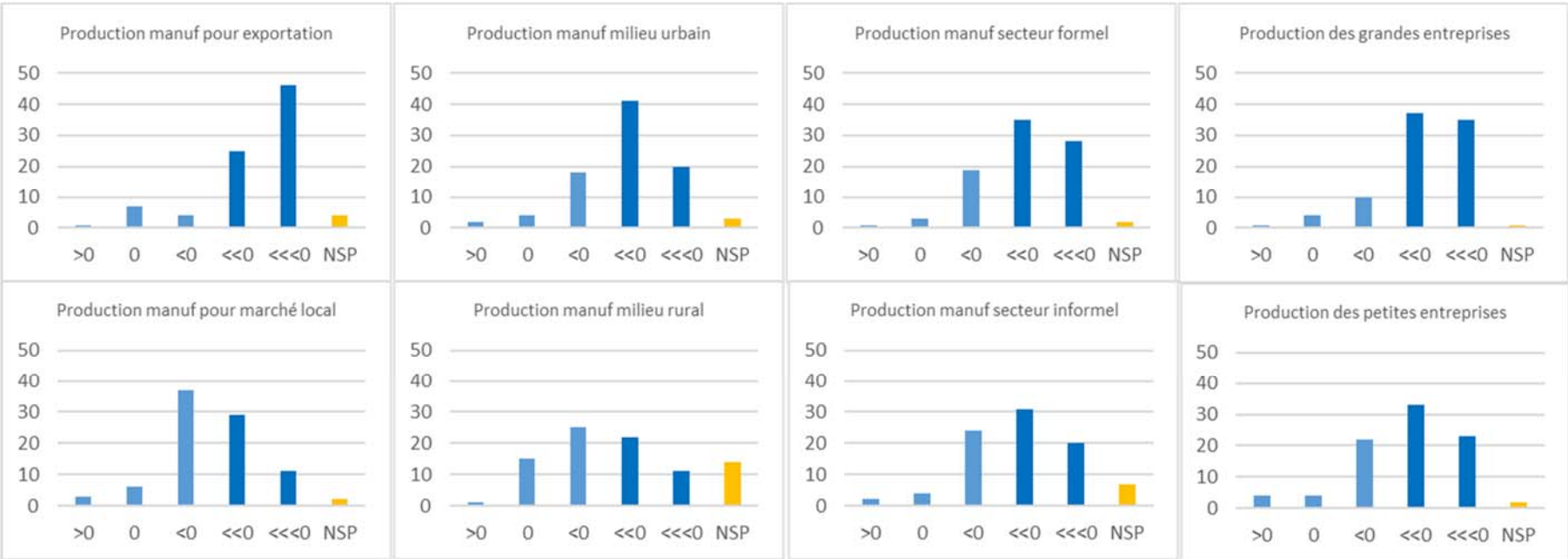
S'agissant de la question sur les causes de l'impact ou canaux de transmission de la crise, le nombre moyen de réponses par répondant sur 6 réponses possibles est de 3,0 ce qui paraît relativement « équilibré ». De loin, pour ces experts l'impact subi par le secteur manufacturier dans leur pays est dû principalement aux restrictions administratives et à la rupture des chaînes de production (qui peuvent donc toucher des pays n'appliquant pas de mesures restrictives fortes), devant la baisse de la demande étrangère ou les causes sanitaires. On ferait donc face principalement à des contraintes côté offre et l'impact serait relativement indépendant du degré d'extraversion de l'industrie manufacturière.

Enquête experts africains : Question « l'impact estimé du COVID sur la production manufacturière nationale » ; Réponses : positif (>0), nul (0), faiblement négatif (<0), négatif (<<0), fortement négatif (<<<0), ne sait pas (NSP)

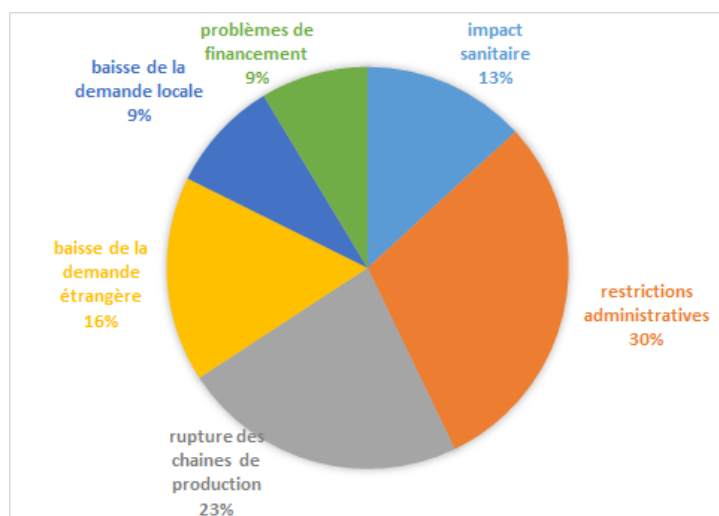


Résultats - Agrégation des réponses négatives par secteur

	Somme négatif et fortement négatif	Somme faiblement nég., négatif et fortement nég.
Production manufacturière nationale	54	80
Alimentation, boissons	49	68
Textile, habillement, cuir	44	73
Bois, meubles, vannerie, carton, papier	35	58
Cokéfaction, raffinage, chimie	28	47
Matériaux de construction, ciment	45	71
Produits pharmaceutiques	17	26
Caoutchouc et plastique	24	43
Produits métalliques, métallurgie	23	58
Informatique, électrique, électronique	25	45
Machines, équipt, matériel transports	47	66
Production manuf milieu urbain	61	79
Production manuf milieu rural	33	58
Production manuf secteur formel	63	82
Production manuf secteur informel	51	75
Production manuf pour marché local	40	77
Production manuf pour exportation	71	75
Production des grandes entreprises	72	82
Production des petites entreprises	56	78



Enquête experts africains « A votre avis, l'impact économique dans votre pays est dû principalement (plusieurs réponses possibles) : » (NB : en moyenne les 88 répondants ont retenu 3 causes sur les 6 possibles, avec peu de variabilité)



5. Conclusion

L'enquête présentée ici avait pour but de compléter l'information sur l'impact à court-terme de la crise sanitaire sur le secteur manufacturier africain. Les experts africains interrogés, pour la plupart économistes, universitaires ou cadres supérieurs dans les administrations, ont été contactés en utilisant une partie du réseau des anciens étudiants du CERDI. Nous avons eu le retour de 88 répondants principalement en mai 2020. Ces experts considèrent que l'impact sur l'industrie manufacturière est négatif, et que la production pour l'exportation est plus nettement impactée que celle à destination du marché local. La production est plus affectée négativement (mais avec moins de netteté) en milieu urbain (vs rural), dans le secteur formel (vs informel) et pour les grandes entreprises (vs petites). S'agissant des sous-secteurs produits, seule la production pharmaceutique semble pouvoir bénéficier de la crise, ceux souffrant le plus à court-terme étant « alimentation, boissons » et « machines, équipement, matériel de transport », suivis de « matériaux de construction, ciment » et « textile, habillement, cuir ».

Bibliographie :

Afrique contemporaine (2018), *Les trajectoires incertaines de l'industrialisation en Afrique*, 2018/2 (N° 266)

International Monetary Fund (Avril 2020), *Regional Economic Outlook. Sub-Saharan Africa: COVID-19: an unprecedented threat to development*, Washington D.C.

Goujon M. et Mien E. (2020), *Impacts à court terme de la crise Covid-19 sur l'industrie manufacturière en Afrique*, Secteur Privé et Développement, septembre 2020

United Nations Economic Commission For Africa (Mai 2020) *Covid-19 Lockdown Exit Strategies for Africa*, Addis Ababa, Ethiopia.

United Nations Industrial Development Organization (Avril 2020), *COVID-19 effects in sub-Saharan Africa and what local industry and governments can do*, <https://www.unido.org/news/covid-19-effects-sub-saharan-africa-and-what-local-industry-and-governments-can-do>

The World Bank (Avril 2020), *Africa's Pulse. Assessing the Economic Impact of COVID-19 and Policy Responses in Sub-Saharan Africa*, Vol. 21, Washington D.C.

Questionnaire

PAYS:						
Impact estimé du COVID sur la production	positif	nul	faiblement négatif	négatif	fortement négatif	Ne sait pas
Production manufacturière nationale						
Alimentation, boissons						
Textile, habillement, cuir						
Bois, meubles, vannerie, carton, papier						
Cokéfaction, raffinage, chimie						
Matériaux de construction, ciment						
Produits pharmaceutiques						
Caoutchouc et plastique						
Produits métalliques, métallurgie						
Informatique, électrique, électronique						
Machines, équipement, matériel transports						
Production manufacturière en milieu urbain						
Production manufacturière en milieu rural						
Production manufacturière par le secteur formel						
Production manufacturière par le secteur informel						
Production manufacturière pour le marché local						
Production manufacturière pour l'exportation						
Production des grandes entreprises (industrielles)						
Production des petites entreprises (artisanales)						

Champ: **Production manufacturière** du pays, qu'elle soit destinée au marché local ou exportée.
 Impact **estimé** du COVID au bout des quelques premières semaines après le choc.
 Inscrive une croix (x) dans les cellules choisies.
 "Ne sait pas" peut refléter la complexité de l'impact, donc n'hésitez pas à cocher cette case, que cela soit pour l'impact global ou pour certaines catégories.

- A votre avis, l'impact économique dans votre pays est dû principalement :
 (une croix dans la cellule qui précède; plusieurs réponses possibles)
- à l'impact sanitaire dans le pays
 - aux mesures de restrictions administratives (fermetures, confinement, etc...)
 - à la rupture des chaînes de production (approvisionnement, transports...)
 - à la baisse de la demande étrangère
 - à la baisse de la demande locale
 - à des problèmes de financement de la production

Si vous acceptez d'être cité, votre nom:

Si vous vous êtes aidé d'une source d'information, merci de l'indiquer ci-dessous:
 source(s):

Fichier à renvoyer à: michael.goujon@uca.fr